

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 24 mars 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat", a donné le 29 mars 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 maart 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak-en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat", heeft op 29 maart 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est :

"... par la nécessité d'une mise en oeuvre rapide de la révision générale des barèmes du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'Etat, ...".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

*

*

*

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Selon la déléguée du ministre, le présent projet d'arrêté, qui tend à modifier l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, se limite à l'exécu-

.../...

tion des mesures prévues dans l'accord intersectoriel 59/1 conclu le 13 juin 1991 au sein du comité commun à l'ensemble des services publics, de telle sorte que le projet d'arrêté entre dans les prévisions de l'article 159 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

2. Quoique l'article 15 du projet (article 17 en projet) dispose que les agents dont l'arrêté en projet tend à modifier le statut sont soumis aux prescriptions qui régissent les agents de l'Etat, il échet néanmoins de constater que plusieurs dispositions dudit projet se contentent de reproduire, de paraphraser ou de rappeler les dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Tel est notamment le cas :

- de l'article 6, § 1er, alinéa 3, en projet (article 4, 1^o, du projet) lequel reproduit la disposition de l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937;
- de l'article 6, § 2, en projet (article 4, 2^o, du projet) qui ne fait que renvoyer à l'article 17, § 1er du statut des agents de l'Etat;
- de l'article 4, 3^o, du projet qui aligne complètement la rédaction de l'article 6, § 3, de l'arrêté du 16 juin 1970 sur celle de l'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937;

.../...

- de l'article 16, §§ 4, 5, 6 et 7 en projet (article 13 du projet) qui reproduit les dispositions de l'article 72 du statut des agents de l'Etat;
- de l'article 18ter, § 2, § 3, alinéa 1er, et § 5, en projet (article 18 du projet) qui ne constitue qu'une paraphrase de l'article 48quinquies, §§ 2, 3 et 5, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937;
- de l'article 18ter, § 3, alinéas 2 et 3, en projet qui reproduit les articles 48bis et 48ter de l'arrêté du 2 octobre 1937.

Le projet doit, dès lors, être amendé de manière à supprimer toutes les dispositions qui font ainsi double emploi avec celles du statut des agents de l'Etat.

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

Alinéa 2.

La référence à l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat doit être restreinte au seul alinéa 3 de son article 5.

.../...

Alinéa 3.

L'usage veut qu'un texte auquel il est fait référence dans le préambule soit visé avec toutes les modifications expresses et encore en vigueur qu'il a subies.

Cet usage n'a pas été suivi en l'espèce : tantôt, il est omis de faire référence à des modifications que le texte a subies; tantôt, il est fait référence à des modifications dont le texte a bien, en son temps, fait l'objet mais qui ne sont, aujourd'hui, plus en vigueur.

La rédaction de l'alinéa doit être revue de manière à remédier aux lacunes et erreurs dénoncées.

Le texte suivant s'impose en l'occurrence :

"Vu l'arrêté royal du 16 juin 1970, fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat, notamment l'article 1er, l'article 2, l'article 6, modifié par les arrêtés royaux des 24 octobre 1979 et 30 mai 1994, l'article 8, modifié par les arrêtés royaux des 24 octobre 1979 et 19 août 1983, l'article 10, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 19 août 1983, l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 19 août 1983, l'article 12, l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 28 octobre 1988, l'article 14, l'article 14bis inséré par l'arrêté royal du 4 février 1975, l'article 15, l'article 16 modifié par l'arrêté royal du 28 octobre 1988, les articles 16bis et 16ter insérés par l'arrêté royal du

.../...

12 août 1981, l'article 17, l'article 18 modifié par les arrêtés royaux des 19 août 1983 et 11 janvier 1984, l'article 19 modifié par les arrêtés royaux des 25 août 1971 et 4 février 1975 et l'article 20;".

Les liminaires des articles concernés doivent être adaptés en conséquence.

Alinéa 5.

En vertu de l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire,

"Tout arrêté (...) mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord (...) du Ministre qui a le budget dans ses attributions (...)".

Il y a lieu, en conséquence de faire précéder l'alinéa 5 actuel (devenant l'alinéa 6) par un alinéa 5 nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 8 septembre 1994;".

.../...

Dispositif.

Observation préalable.

Il conviendrait, en vue d'accroître la lisibilité de l'arrêté en projet, que les articles 1er à 20, d'une part, et les articles 21 à 33, d'autre part, soient regroupés en deux chapitres distincts.

Article 4.

A l'article 6, § 1er, 1^o, en projet, il y a lieu d'écrire le mot "belge" avec une majuscule et de rédiger la fin de la phrase comme suit :

"1^o ... ou, dans les autres cas, être Belge ou avoir la nationalité d'un autre Etat membre de l'Union européenne;"

Article 7.

A l'article 11, § 3, en projet, les mots "ait établi" doivent être remplacés par les mots "a établi".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 12.

Les règles qui déterminent les modalités de vérification des aptitudes professionnelles des agents candidats à un changement de grade doivent être considérées comme une réglementation de base au sens de l'article 2, § 1er, alinéa 1er, 1^o, a), de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités (1). Par ailleurs, on ne voit pas comment, compte tenu de la rédaction de l'article 2, § 1er, alinéas 1er et 2, de la loi du 19 décembre 1974, une même matière pourrait, selon les services publics concernés, relever tantôt du domaine de la négociation syndicale, tantôt de celui de la concertation. En conséquence, il convient d'omettre les mots "après concertation avec les organisations syndicales représentatives" qui figurent à l'article 15, alinéa 3, en projet.

Article 17.

1. L'alinéa 3 de l'article 18bis en projet serait mieux rédigé comme suit :

(1) Voyez l'article 3, 11^o, de l'arrêté royal du 29 août 1985 déterminant les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1er, 1^o, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

"Les organisations syndicales désignent des membres suppléants selon la procédure prévue pour la désignation des membres effectifs".

La même remarque vaut pour l'article 19, alinéa 3, d), en projet.

2. L'alinéa 5 du même article 18bis en projet doit être omis, puisqu'il fait double emploi avec l'article 17 en projet.

La même observation vaut pour l'article 19, alinéa 6, en projet.

Article 18.

Plutôt que de figurer au milieu des dispositions relatives au statut administratif des agents des établissements scientifiques de l'Etat, l'article 18ter, § 4, en projet, qui concerne la situation pécuniaire des directeurs de formation, trouverait mieux sa place dans le projet d'arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'Etat, examiné ce jour sous la référence L. 24.318/9.

.../...

Article 24.

Il y a lieu de citer l'arrêté royal du 16 juin 1970 avec son intitulé complet.

La même remarque vaut pour l'article 25 du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 26.

Il y a lieu d'écrire, à la fin de cette disposition, "... , restent régies par les dispositions applicables avant cette date."

La même observation vaut pour l'article 28.

Article 29.

Le texte néerlandais, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 30.

Lors de l'examen du projet devenu l'arrêté royal du 14 septembre 1994 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 2, 3 et 4, la section de législation (1) a, à propos d'une disposition semblable à celle de l'article 30, considéré qu'il n'appartenait pas au Roi de confirmer tous les actes administratifs non autrement identifiés qui auraient été accomplis après telle ou telle date. En conséquence, l'article doit être omis ou fondamentalement revu.

Article 31.

Cet article appelle une observation analogue à celle formulée à propos de l'article 24 du projet d'arrêté précité, examiné ce jour sous la référence L. 24.318/9.

Article 33.

Il y a lieu d'omettre les mots "et Notre Secrétaire d'Etat".

(1) Avis L. 23.342/2 du 22 juin 1994, p. 8.

Observations finales.

1. S'il s'avère que les deux annexes communiquées le 28 mars 1995 au Conseil d'Etat sont bien celles qui seront jointes à l'arrêté en projet, celui-ci ne contient toutefois aucune disposition assurant le remplacement ou l'abrogation des annexes de l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et du service des établissements scientifiques de l'Etat. L'arrêté examiné doit donc être amendé sur ce point.

2. En outre, le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval wordt dat verzoek om spoedbehandeling als volgt gemotiveerd :

"... par la nécessité d'une mise en oeuvre rapide de la révision générale des barèmes du personnel adjoint à la recherche et du personnel de gestion des établissements scientifiques de l'Etat, ...".

*

*

*

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, dient hij zich te beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

*

*

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Dit ontwerp van besluit, dat het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch

.../...

personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat beoogt te wijzigen, bepaalt zich volgens de gemachtigde van de minister ertoe maatregelen uit te voeren die zijn vastgelegd in intersectoraal akkoord 59/1, dat op 13 juni 1991 is gesloten in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, zodat het ontwerp van besluit in overeenstemming is met artikel 159 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

2. Ofschoon artikel 15 van het ontwerp (het ontworpen artikel 17) bepaalt dat voor de personeelsleden wier statuut het ontworpen besluit beoogt te wijzigen, de bepalingen gelden die toepasselijk zijn op het rijkspersoneel, moet niettemin worden vastgesteld dat verscheidene bepalingen van dat ontwerp zich ertoe beperken de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel over te nemen, te parafraseren of ernaar te verwijzen. Dit geldt onder meer voor :

- het ontworpen artikel 6, § 1, derde lid (artikel 4, 1°, van het ontwerp), dat het bepaalde in artikel 16, derde lid, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 overneemt;
- het ontworpen artikel 6, § 2 (artikel 4, 2°, van het ontwerp), dat zich ertoe bepaalt te verwijzen naar artikel 17, § 1, van het statuut van het rijkspersoneel;

.../...

- artikel 4, 3º, van het ontwerp, dat de lezing van artikel 6, § 3, van het besluit van 16 juni 1970 volkomen afstemt op die van artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937;
- het ontworpen artikel 16, §§ 4, 5, 6 en 7 (artikel 13 van het ontwerp), dat de bepalingen van artikel 72 van het statuut van het rijkspersoneel overneemt;
- het ontworpen artikel 18ter, § 2, § 3, eerste lid, en § 5 (artikel 18 van het ontwerp), dat slechts een parafrase is van artikel 48quinquies, §§ 2, 3 en 5, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937;
- het ontworpen artikel 18ter, § 3, tweede en derde lid, dat de artikelen 48bis en 48ter van het besluit van 2 oktober 1937 overneemt.

Het ontwerp moet derhalve worden aangepast, waarbij alle bepalingen worden geschrapt die aldus en overbodige herhaling zijn van die van het statuut van het rijkspersoneel.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Tweede lid.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke

.../...

inrichtingen van de Staat moet worden beperkt tot het enkele derde lid van artikel 5.

Derde lid.

Het is gebruikelijk dat wanneer een tekst waarnaar in de aanhef wordt verwezen, uitdrukkelijke wijzigingen heeft ondergaan die nog van kracht zijn, ze alle worden vermeld.

Zulks is in het onderhavige geval niet geschied : nu eens wordt nagelaten te verwijzen naar wijzigingen die de tekst ondergaan heeft, dan weer wordt verwezen naar wijzigingen die ooit zijn aangebracht, doch die thans niet meer van kracht zijn.

De redactie van het lid moet aldus worden aangepast dat de aan het licht gebrachte leemten en vergissingen verholpen worden.

In het onderhavige geval wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, inzonderheid op artikel 1, artikel 2, artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 oktober 1979 en 30 mei 1994, artikel 8, gewijzigd bij de koninklijke

.../...

besluiten van 24 oktober 1979 en 19 augustus 1983, artikel 10, tweede lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 augustus 1983, artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 augustus 1983, artikel 12, artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1988, artikel 14, artikel 14bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1975, artikel 15, artikel 16, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1988, de artikelen 16bis en 16ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 augustus 1981, artikel 17, artikel 18, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 augustus 1983 en 11 januari 1984, artikel 19, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 4 februari 1975, en artikel 20;".

De inleidende zinnen van de betrokken artikelen moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Vijfde lid.

Krachtens artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole,

"(...) vermeldt elk koninklijk (...) besluit in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van (...) de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort (...)".

.../...

Het huidige vijfde lid (dat het zesde lid wordt) dient bijgevolg onmiddellijk te worden voorafgegaan door een nieuw vijfde lid, dat luidt als volgt :

"Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 september 1994;".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Teneinde de leesbaarheid van het ontworpen besluit te verhogen, is het aangewezen om de artikelen 1 tot 20, enerzijds, en de artikelen 21 tot 33, anderzijds, onder te brengen in twee aparte hoofdstukken.

Artikel 4.

In het ontworpen artikel 6, § 1, 1º, behoort het slot van de zin als volgt te worden gesteld :

"1º ... of, in de overige gevallen, Belg zijn of de nationaliteit van een andere lidstaat van de Europese Unie bezitten;".

.../...

Artikel 7.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 11, § 3, vervange men de woorden "ait établi" door de woorden "a établi".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "De benoeming door verandering van graad ...".

Artikel 12.

De bepalingen die de nadere regels vaststellen voor het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid van de ambtenaren die een verandering van graad ambiëren, moeten worden beschouwd als een grondregeling in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 1º, a), van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel (1). Bovendien ziet men, gelet op de redactie van artikel 2, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 19 december 1974, niet in hoe een zelfde aangelegenheid, naargelang van de betrokken openbare diensten, nu eens tot het domein van de onderhandelingen met de vakorganisaties en dan weer tot het domein van het overleg zou

(1) Zie artikel 3, 11º, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 tot aanwijzing van de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, 1º, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

kunnen behoren. Bijgevolg dienen in het ontworpen artikel 15, derde lid, de woorden ", na overleg met de representatieve vakorganisaties" te vervallen.

Artikel 17.

1. Het derde lid van het ontworpen artikel 18bis zou beter als volgt worden gesteld :

"De vakorganisaties wijzen plaatsvervangende leden aan volgens de procedure waarin is voorzien voor de aanwijzing van de gewone leden".

Deze opmerking geldt tevens voor het ontworpen artikel 19, derde lid, d).

2. Het vijfde lid van hetzelfde ontworpen artikel 18bis dient te vervallen, aangezien dat lid het ontworpen artikel 17 herhaalt.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 19, zesde lid.

Artikel 18.

Het ontworpen artikel 18ter, § 4, dat betrekking heeft op de bezoldiging van de vormingsdirecteurs en zich bevindt te midden van de bepalingen betreffende de admi-

.../...

nistratieve rechtspositie van de personeelsleden van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, zou beter deel uitmaken van het ontwerp van koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het toegevoegd vorsingspersoneel en van het beheerspersoneel van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, dat heden onder nummer L. 24.318/9 wordt onderzocht.

Artikel 24.

Bij het verwijzen naar het koninklijk besluit van 16 juni 1970 behoort het volledige opschrift te worden geciteerd.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 25 van het ontwerp.

In het tweede lid schrijve men "aangevoerd" in plaats van "ingeroepen".

Artikel 26.

Aan het slot van deze bepaling schrijve men "..., worden verder geregeld door de vóór die datum geldende bepalingen.".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28.

.../...

Artikel 29.

Aan het slot schrijve men : "... voortgezet volgens de bepalingen van dit besluit".

Artikel 30.

Bij het onderzoek van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 14 september 1994 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 2, 3 en 4 is geworden, heeft de afdeling wetgeving (1) in verband met een soortgelijke bepaling als artikel 30 geoordeeld dat het niet aan de Koning staat om alle niet anders aangemerkte administratieve handelingen te bevestigen die na deze of gene datum zouden zijn gesteld. Bijgevolg dient het artikel te vervallen of grondig te worden herzien.

Artikel 31.

Bij dit artikel behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is bij artikel 24 van het voormelde ontwerp van besluit dat heden onder nummer L. 24.318/9 wordt onderzocht.

(1) Advies L. 23.342/2 van 22 juni 1994, blz. 15.

Artikel 33.

De woorden "en Onze Staatssecretaris" behoren te vervallen.

Slotopmerking.

1. Hoewel blijkt dat de twee bijlagen die op 28 maart 1995 aan de Raad van State zijn bezorgd wel degelijk die zijn welke zullen worden gevoegd bij het ontworpen besluit, bevat dit geen enkele bepaling die zorgt voor de vervanging of opheffing van de bijlagen bij het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat. Het onderzochte besluit behoort dan ook op dat punt te worden aangepast.

2. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bij voorbeeld schrijve men in artikel 4 (het ontworpen artikel 6, § 1, 5°), "te verlenen graad" in plaats van "te begeven graad" een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 7 (het ontworpen artikel 11, § 3); in artikel 9 (het ontworpen artikel 13, § 5) "Dit examen omvat" in plaats van "Dit examen behelst"; in artikel 10 (het ontworpen artikel 14, § 1, 3°) "die de rangschikking van het personeel regelen" in plaats van "die de rangschikking van het personeel beheersen"; in artikel 13 (het ontworpen artikel 16, 2°,

.../...

tweede en derde lid van de ontworpen § 4) "bij ter post aangetekende brief" in plaats van "per bij de post aangetekende brief". De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs R. ANDERSEN,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. PAUL, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. PAUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.